



**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES
« ELECTRICITÉ GÉNÉRALE ET PARLOPHONIE »**

CAHIER SPÉCIAL DES CHARGES RÉF. F/20/0135

PROCÉDURE NÉGOCIÉE DIRECTE AVEC PUBLICATION PRÉALABLE
DATE D'OUVERTURE ÉLECTRONIQUE DES OFFRES : 7 JANVIER 2021 À 10 :00 :00



CLAUSES ADMINISTRATIVES : PREMIERE PARTIE

- A - LISTE DES DÉROGATIONS

Liste des articles de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 auxquels il est dérogé et motivation des dérogations :

- Article 5 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 : pour ce qui concerne les marchés fondés sur l'accord-cadre, les dispositions des documents du marché sont d'application
- L'article 7 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 dispose que « pour ce qui concerne les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre, l'ensemble des dispositions, sans préjudice des articles 5 et 6, sont d'application, sauf disposition contraire dans les documents du marché. Pour les marchés visés, il ne peut toutefois pas être dérogé aux dispositions de l'article 9, §§2 et 3 (délai de paiement et délai de vérification) et de l'article 69 (intérêt pour retard dans les paiements et indemnisation pour frais de recouvrement) ».
- En d'autres termes, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 s'applique aux marchés fondés sur l'accord-cadre, sauf disposition contraire dans le cadre du présent cahier.

- B - ADRESSES

Adjudicateur : **Immobilière sociale Toit&moi SCRL**
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Adjudicateur : **Les Régies des Quartiers de Mons – Frameries – Colfontaine ASBL**
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Service dirigeant : **Service Support - Achats**
Pierre Claerbout, Directeur gérant
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Toute information ou demande relative au marché peut être adressée, par écrit uniquement et avec la mention 'accord-cadre de fournitures n° F/20/0135', à l'attention de Madame Winant Dominique, Chef de service Achats (Courriel : dwinant@toitetmoi.be)

- C- OBJET ET NATURE DU MARCHÉ

Accord-cadre se rapportant à l'approvisionnement de fournitures d'électricité générale et de parlophonie dont le détail des articles à fournir figure aux inventaires repris en annexe du cahier spécial des charges.

Lieu(x) de livraison : rue des Edelweiss, 12 à 7011 Ghlin et chantiers (Entités de Mons, Frameries, Colfontaine et Quévy).

- D- DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

4 ans



- E -	MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET PUBLICITÉS LÉGALES
<p>Le marché sera conclu par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, §1^{er}, 1° de la loi du 17 juin 2016.</p> <p>Bulletin des Adjudications</p> <p>Autres publications : site internet de l'adjudicateur (http://www.toitetmoi.be/marches-publics/)</p>	

- F -	CRITÈRES D'ATTRIBUTION
<p>L'accord-cadre sera attribué aux soumissionnaires remplissant les conditions d'accès et les critères de sélection qualitative et dont les offres seront économiquement les plus avantageuses déterminées sur base du montant global d'inventaire.</p>	

- G -	CARACTÉRISTIQUES DES LOTS	
N° lot	Désignation	Estimation (€ hors T.V.A.)
Lot 1	Electricité générale	200.000,00€
Lot 2	Parlophonie	
Les soumissionnaires peuvent remettre prix pour tous les lots. Les rabais en cas de réunions de plusieurs lots ne sont pas autorisés.		

- H -	MODE DE DÉTERMINATION DU PRIX DE L'ACCORD-CADRE
<p>Accord-cadre à bordereau de prix</p>	

- I -	FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS
<p>La réalisation de cet accord-cadre nécessite le fractionnement des livraisons</p> <p>L'adjudicataire procédera aux livraisons selon les besoins de l'adjudicateur, traduits dans les bons de commande successifs et dans les délais mentionnés à l'inventaire ou au cahier spécial des charges. Les livraisons ont une périodicité moyenne d'une livraison par semaine.</p> <p>Conformément à l'article 32 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, sont inclus dans le prix tant unitaires que globaux, tous les frais, mesures et impositions quelconques inhérents à l'exécution de l'accord-cadre dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1° les emballages; sauf si ceux-ci restent propriété du soumissionnaire, les frais de chargement de transbordement et de déchargement intermédiaire, de transport, d'assurance et de dédouanement ;2° le déchargement, le déballage et la mise en place au lieu de livraison, à condition que les documents du marché mentionnent le lieu exact de livraison et les moyen d'accès ;3° la documentation relative à la fourniture ;4° le montage et la mise en service ;5° la formation nécessaire à l'usage ;	

- J -	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES
6 mois	
- K -	BASE LÉGALE ET RÉGLEMENTAIRE
<p>Le présent marché est soumis, pour sa passation et son exécution, outre au présent cahier spécial des charges aux versions coordonnées/consolidées de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ; ; - L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique et ses modifications ultérieures ; - L'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ; - La loi du 16 février 2017 relative à la motivation, à l'information, et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ; - La loi du 8 décembre 1992 et à l'arrêté royal du 13 février 2001 relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ; - La loi du 4 août 1996 concernant le bien-être du travailleur et ses modifications ultérieures ; - Toute autre réglementation ayant un lien avec le présent marché <p>L'adjudicataire est tenu de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à sa disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles aussi bien en matière de sécurité et d'hygiène qu'en ce qui concerne les conditions générales de travail, que celles-ci résultent de la loi ou d'accords paritaires sur le plan national, régional ou local ; - toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale. <p>Les sous-traitants auxquels il est fait appel et ceux qui mettent du personnel à disposition pour l'exécution de ce marché sont tenus, dans les mêmes conditions que l'adjudicataire, de respecter les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles visées ci-dessus et de faire respecter celles-ci par leurs propres sous-traitants et par toute personne mettant du personnel à leur disposition.</p>	
- L -	COMPOSITION DU CAHIER DES CHARGES
<p>Le dossier de mise en concurrence comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le cahier spécial des charges 2. les annexes <ul style="list-style-type: none"> – les formulaires de soumission – les inventaires d'offre – annexe 1 (sélection qualitative) 	
- M -	CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE MARCHÉ
A télécharger sur le site internet de l'adjudicateur (www.toitetmoi.be/marches-publics/)	



- N -	ENVOI, RÉCEPTION ET OUVERTURES DES OFFRES, MODIFICATIONS ET RETRAITS D'OFFRES
	<p>L'adjudicateur impose l'utilisation des moyens électroniques sous peine de nullité de l'offre.</p> <p>Les offres doivent être en possession de l'adjudicateur au plus tard le 7 janvier 2021 à 10 :00 :00.</p> <p>Les offres électroniques doivent être envoyées via le site internet e-Tendering : http://eten.publicprucurement.be qui garantit le respect des conditions établies à l'article 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016.</p> <p>L'adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par mail ne répond pas aux conditions de dudit article. En effet, le rapport de dépôt des offres devra être revêtu de la signature électronique qualifiée. En introduisant son offre par des moyens électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.</p> <p>Plus d'information peuvent être obtenues sur le site : http://www.publicprocurement.be ou via le numéro de téléphone du helpdesk du service e-Procurement : +32 (0)2 740.80.80 - e.proc@publicprocurement.be</p> <p>Toute modification à une offre déjà envoyée ou remise ainsi que son retrait devront respecter les prescriptions de l'article 43, §2 de l'A.R. du 18 avril 2017. Ainsi toute modification ou retrait donnera lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt électronique qui devra être revêtu d'une signature électronique qualifiée.</p> <p>Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt.</p> <p>Les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées.</p> <p>La séance d'ouverture des offres électroniques aura lieu le 7 janvier 2021 à 10 :00 :00 et n'est pas publique.</p>

- P -	TEXTE(S) ET MOTIVATION(S) DES DÉROGATIONS
	Sans objet

- Q -	EVENTUELLE(S) DISPOSITION(S) COMPLÉTANT LA DEUXIÈME PARTIE DU PRÉSENT CAHIER
	<p>Marché conjoint</p> <p>Accord-cadre avec max. 5 opérateurs économiques</p> <p>Nombre de lots : 2</p>

- R -	SIGNATURES			
<p>Le ... / ... / ...</p> <p>D. LEBLANC</p> <p>Gestionnaire du magasin</p>	<p>Le ... / ... / ...</p> <p>S. LECOMTE</p> <p>Gestionnaire du magasin</p>	<p>Le ... / ... / ...</p> <p>P. CLAERBOUT</p> <p>Directeur gérant</p>		

CLAUSES ADMINISTRATIVES : DEUXIEME PARTIE

1 ADJUDICATEUR

1.1 IDENTIFICATION

Adjudicateurs faisant partie du marché conjoint :

Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL

Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Tél. : 065/47.02.01 – Fax : 065/47.02.12

Les Régies des Quartiers de Mons-Frameries-Colfontaine ASBL

Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Tél. : 065/47.02.01 – Fax : 065/47.02.12

Le service dirigeant de l'adjudicateur est :

Service Support - Achats

Pierre Claerbout, Directeur gérant

Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Toute demande de renseignements complémentaires et les questions relatives aux documents du cahier spécial des charges doivent être adressées par écrit et par voie électronique à l'attention de Madame Dominique Winant, Chef de service Achats (Courriel : dwinant@toitetmoi.be)

Il ne sera répondu qu'aux questions ayant été envoyées au plus tard 10 jours calendrier avant la date limite pour le dépôt des offres.

L'adjudicateur mettra les réponses aux questions posées (de manière anonyme) à disposition de tous les compétiteurs sur le site internet suivant : www.toitetmoi.be/marches-publics/. Lorsque cela s'avérera nécessaire, un avis rectificatif sera publié.

1.2 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT

Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL:

David Leblanc et Sébastien Lecomte, gestionnaire du magasin

Adresse : rue Fernand Maréchal n°26 à 7000 Mons

Tél. : 065/47.01.38; Courriel : dleblanc@toitetmoi.be

Tél. : 065/47.01.99; Courriel : slecomte@toitetmoi.be

Les Régies des Quartiers de Mons-Frameries-Colfontaine ASBL :

Virginie Willequet, Coordinatrice Régie des Quartiers

Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Tél. : 065/47.01.54 – Courriel : coordination@rdqmfc.be



Mandats du fonctionnaire dirigeant :

- Le fonctionnaire dirigeant est mandaté pour prendre toutes les décisions nécessaires, dans les limites imposées par le présent cahier spécial des charges, afin de veiller à la bonne exécution du marché ;
- Toute promesse, modification ou accord qui diverge des conditions de ce Cahier spécial des Charges et qui n'est pas notifié par l'adjudicateur est à considérer comme nul par les deux parties ;
- Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un de ses délégués moyennant communication écrite aux participants concernés.
- Le fonctionnaire dirigeant ne peut prescrire de prestations supplémentaires quelconques - sauf en cas de péril en la demeure - sans l'accord écrit de l'adjudicateur.

Toutes communications et notifications que l'attributaire estime devoir faire concernant son marché sont faites, par écrit, au fonctionnaire dirigeant.

L'attributaire ne pourra se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par l'adjudicateur ou son fonctionnaire dirigeant pour prétendre être dégagé de sa responsabilité si les prestations venaient à être refusées ultérieurement.

Si l'attributaire désigne un délégué pour la conduite et la surveillance des prestations, il doit en informer le fonctionnaire dirigeant, par écrit, en fournissant l'étendue du mandat. L'adjudicateur a, à tout moment, le droit d'exiger le remplacement du délégué.

2 OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

2.1 OBJET DU MARCHÉ

Accord-cadre de fournitures relatif à l'approvisionnement en fournitures d'électricité composé de deux lots :

- Lot n°1 « Electricité générale »
- Lot n°2 « parlophonie »

Les prescriptions techniques des fournitures figurent aux inventaires

Cet accord-cadre ne confère aucun droit d'exclusivité aux participants choisis.

2.2 VARIANTES ET OPTIONS

Les variantes libres sont interdites. Aucune variante facultative ou obligatoire n'est prévue.

Il n'y a pas d'options.

3 ACCORD-CADRE

Le marché fait l'objet d'un accord-cadre de services conclu avec maximum 5 attributaires. Les marchés fondés sur cet accord-cadre seront attribués en fonction des besoins de l'adjudicateur.

Il n'y a pas de quantité minimale de commande. Les quantités présumées figurant aux inventaires sont données à titre indicatif et seront utilisées uniquement pour départager les offres dans le cadre de l'attribution des lots de l'accord-cadre.

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins de l'adjudicateur, sans que l'attributaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Pour chaque marché fondé sur l'accord-cadre, l'adjudicateur consultera, dans les limites des termes déjà fixés par le présent cahier, l'attributaire en lui demandant de compléter son offre (voyez ci-après 7.11).

4 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a une durée de quatre ans à dater, au plus tôt du 25 mars 2021 ou au plus tard, du lendemain de la réception du courrier de notification.

Chaque partie peut mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre sans que cette résiliation ne soit tributaire d'une quelconque faute, moyennant cependant un préavis de 9 mois à compter du courrier recommandé informant l'autre partie de la résiliation. Il s'agit d'une résiliation « sans faute ».

L'article 1794 du Code civil ne s'applique pas au présent accord-cadre. En cas de rupture anticipée de l'accord-cadre par l'adjudicateur, l'attributaire n'a donc droit qu'au paiement de la part du marché qui a été commandé. Il en va d'autant plus ainsi qu'il s'agit d'un accord-cadre de travaux, sans quantité minimale de commande. Le prestataire n'aura donc droit à aucune indemnité.

5 MOTIFS D'EXCLUSION ET SÉLECTION QUALITATIVE

5.1 MOTIFS D'EXCLUSION

La participation au présent marché est soumise au respect des conditions suivantes :

- ✓ Le soumissionnaire atteste qu'il ne fait l'objet d'aucune condamnation pénale au sens de l'article 67, § 1er, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou, en cas de condamnation pénale, qu'il a adopté des mesures de nature à démontrer leur fiabilité en dépit d'un motif d'exclusion obligatoire et ce, conformément à l'article 70 de la loi (mesures correctrices).

La production d'un extrait du casier judiciaire récent ou de tout document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du pays dont le soumissionnaire est ressortissant sera demandée aux soumissionnaires premiers classés.

- ✓ Le soumissionnaire atteste qu'il est en ordre de paiement de ses impôts et taxes et de ses cotisations sociales, conformément à l'article 68, § 1er, de la loi.

L'adjudicateur procède à la vérification de la situation des soumissionnaires sur le plan des dettes sociales, sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement via l'application Télémarch ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres.

A supposer que la vérification via une application électronique ne permette pas de vérifier de manière certaine que le soumissionnaire satisfait à ses obligations de paiement des cotisations de sécurité sociale, l'adjudicateur se réserve la possibilité de demander au soumissionnaire de produire l'attestation relative au dernier trimestre civil échu avant la date limite de réception des offres.

Pour le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, l'attestation récente est délivrée par l'autorité compétente étrangère et certifie que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi. Cette attestation doit être équivalente à celle délivrée par l'ONSS en Belgique. Dans le cas où l'attestation fournie par Télémarch, une application électronique équivalente ou par l'autorité compétente ne démontre pas qu'il est en règle, le soumissionnaire régularise sa situation, dans les cinq jours ouvrables du constat qu'il n'est effectivement pas en ordre. L'adjudicateur n'offre cette possibilité qu'une seule fois.

Lorsque le doute persiste, l'adjudicateur peut s'enquérir de la situation du soumissionnaire assujetti à la sécurité sociale des travailleurs indépendants afin de

vérifier s'il est en règle avec ses obligations en matière de paiement de cotisations de sécurité sociale.

L'adjudicateur procède à la vérification de la situation fiscale des soumissionnaires, sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement via l'application Télémarch ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres.

A supposer que la vérification via une application électronique ne permette pas de savoir si le soumissionnaire satisfait à ses obligations fiscales, l'adjudicateur se réserve la possibilité de lui demander directement de fournir une attestation récente justifiant qu'il satisfait à ses obligations fiscales. Il en va de même lorsque dans un autre Etat membre, une telle application n'est pas disponible.

L'attestation doit être délivrée par l'autorité compétente belge et/ou étrangère et certifie que le candidat ou le soumissionnaire est en règle avec ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Dans le cas où l'attestation fournie par Telemarc, via une autre application électronique équivalente d'un autre Etat membre ou par l'autorité compétente ne démontre pas qu'il est en règle, le soumissionnaire régularise sa situation, dans les cinq jours ouvrables du constat qu'il n'est effectivement pas en ordre. L'adjudicateur n'offre cette possibilité qu'une seule fois.

Lorsque le doute persiste, l'adjudicateur vérifie le respect des obligations fiscales de l'opérateur économique en interrogeant le Service public fédéral Finances pour autant que ce dernier délivre les attestations demandées par l'adjudicateur.

✓ En outre, pour une période de 3 ans, sera exclu de la participation à la procédure de passation, à quelque stade que ce soit, un soumissionnaire qui se trouve dans un cas prévu à l'article 69 de la loi dans les cas suivants:

- lorsque l'adjudicateur peut démontrer, par tout moyen approprié, que le soumissionnaire a manqué aux obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail ;
- lorsque l'adjudicateur peut démontrer par tout moyen approprié que le soumissionnaire a commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité;
- lorsque des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable;
- lorsque le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis en vertu de l'article 73 ou de l'article 74.

Tout candidat ou soumissionnaire qui se trouve dans l'une des situations visées aux motifs d'exclusion repris ci-dessus peut fournir des preuves afin d'attester que les mesures qu'il a prises suffisent à démontrer sa fiabilité malgré l'existence d'un motif d'exclusion pertinent, conformément à l'article 70 de la loi.

Lorsqu'un(e) document ou attestation demandé(e) ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné ou ne concerne pas tous les cas prévus, il/elle peut être remplacé(e) par une

déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance (art. 72, § 2, – AR 18/04/2017).

Le soumissionnaire interrogé dispose au maximum d'un délai de douze jours de calendrier à compter de la date de la demande qui lui est adressée pour produire les documents requis.

5.2 APTITUDE À EXERCER L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Une liste de (**minimum 2**) marchés de fournitures d'électricité exécutés au cours des trois dernières années maximum, indiquant le montant (**minimum 100.000€ hors tva pour l'ensemble des marchés mentionnés ci-dessous**), la date (**minimum 6 mois consécutifs**) et le destinataire.

Le soumissionnaire devra joindre à son offre l'annexe 1 complétée et signée.

5.3 RÈGLES COMMUNES

S'il y a lieu, le soumissionnaire joint en outre à son offre tous les documents et renseignements qu'il juge utiles à en préciser la teneur.

Les soumissionnaires originaires d'autres pays des Communautés européennes qui sont dans l'impossibilité de fournir les attestations et certificats précités doivent joindre à leur offre tous les documents nécessaires pour établir qu'ils satisfont, de façon équivalente, à ces critères généraux et réglementaires de sélection.

Conformément à l'article 66, §3 de la loi du 17 juin 2016, l'adjudicateur se réserve expressément la possibilité d'inviter les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les documents présentés. Il peut également, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout soumissionnaire. Une traduction des documents transmis pourra être réclamée sauf s'il s'agit de document officiel émanant d'une autorité publique et rédigé dans une des langues officielles belges.

Les soumissionnaires ou candidats ne sont pas dispensés de fournir les documents exigés et ce, même s'ils les ont déjà fournis dans une procédure antérieure organisée par le présent adjudicateur.

En outre, la situation des soumissionnaires quant au droit d'accès et aux critères de sélection qualitative peut être revue avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier que leur situation ne s'est pas dégradée, sans qu'un soumissionnaire qui ne remplissait pas les conditions au moment de référence ne puisse prétendre à son intégration à ce stade de la procédure.

6 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

6.1 ERREURS OU OMISSIONS

Lorsque l'entrepreneur découvre des erreurs ou omissions rendant impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par écrit à l'adjudicateur et ce, au plus tard 10 jours avant la date ultime de réception des offres.

À défaut du respect de cette formalité pour ce qui concerne l'inventaire, le soumissionnaire ne pourra plus se prévaloir de ces erreurs ou omissions (art 81-82 – AR 18/04/17).

6.2 MODÈLE ET CONTENU DE L'OFFRE

L'offre est rédigée en français.

Les offres doivent :

- Être introduite de manière électronique (<https://enot.publicprocurement.be>) ;
- Comprendre le(s) formulaire(s) de soumission joint(s) au présent cahier spécial des charges ;
- comprendre l(es) inventaire(s) récapitulatif(s) dûment complété(s) et établi(s) sur le modèle communiqué, les modèles informatisés qui lui seraient éventuellement substitués devant correspondre exactement à la structure du modèle imposé ;

Les offres comprendront également :

- les statuts du soumissionnaire si celui-ci est une personne morale ;
- la preuve que le signataire de l'offre électronique a qualité pour ce faire ;
- l'extrait de casier judiciaire de la société et du signataire de l'offre ;
- Un outil qui permettra à l'adjudicateur de vérifier si l'article est techniquement conforme (exemples : un catalogue, une fiche technique par article,...) Pour cela, le soumissionnaire devra indiquer sa propre référence dans la colonne A de l'inventaire.

Toute modification à l'inventaire devra faire l'objet d'une note justificative jointe à l'offre.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente qui seraient contraires au présent cahier des charges, même si celles-ci sont mentionnées dans l'un ou l'autre document annexé à son offre.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire reconnaît :

- avoir examiné tous les documents mis à sa disposition par l'adjudicateur et avoir sollicité et obtenu tous les renseignements utiles et nécessaires à l'établissement de son offre ;
- avoir établi son offre d'après ses propres opérations, calculs et estimations ou sur base des documents présentés mais aussi des renseignements et investigations auxquels il a jugé nécessaire de recourir ;

Pour être valable, l'offre doit être datée et signée électroniquement par la (les) personne(s) habilitée(s) à engager la société.

6.3 NON-CONFORMITÉ

Le soumissionnaire mentionnera dans l'inventaire sa référence catalogue pour chaque article. Si un article n'est pas conforme dans l'offre du soumissionnaire, l'adjudicateur contactera le soumissionnaire pour lui permettre de proposer un produit conforme aux prescriptions techniques du présent cahier des charges.

Si le soumissionnaire est dans l'impossibilité de proposer un produit conforme, l'adjudicateur appliquera les solutions suivantes :

- Dans le cadre de la comparaison des offres, l'adjudicateur supprimera l'article et considérera les prix unitaires du soumissionnaire le moins disant pour les fournitures concernées
- Dans le cadre de l'exécution du marché, l'adjudicateur s'adressera au fournisseur suivant dans la liste d'accord-cadre

Pour chaque lot, l'offre d'un soumissionnaire devra comporter, au minimum 70% d'articles conformes aux fournitures reprises à l'inventaire. Dans le cas contraire, l'offre sera considérée comme irrégulière et sera par conséquent écartée pour non-conformité au cahier spécial des charges.

7 PRIX

Les prix sont énoncés en euros avec un maximum de 4 décimales.



Les prix unitaires sont exprimés en chiffres et en toutes lettres. En cas de discordance, seuls les prix exprimés en lettres feront foi.

Sont inclus dans les prix unitaires et globaux de l'accord-cadre toutes les impositions généralement quelconques en vigueur au moment du dépôt de l'offre auxquelles est assujetti l'accord-cadre, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, des frais de livraison et de la taxe kilométrique.

Les prix unitaires et les prix totaux doivent être donnés suivant les inventaires et devront correspondre à l'unité demandée par l'adjudicateur, repris dans la colonne D « unité » de l'inventaire, ainsi qu'au conditionnement repris dans la fiche technique. Le soumissionnaire devra remettre un prix unitaire comportant entre 0 et 4 décimales maximum et arrondir la somme partielle à maximum 2 décimales.

L'adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires que les quantités présumées figurant aux inventaires fictifs sont données à titre indicatif et seront utilisées **UNIQUEMENT** pour départager les offres dans le cadre de l'attribution des lots de l'accord-cadre.

Outre les frais visés à l'article 32 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, les prix doivent comprendre toutes les impositions généralement quelconques auxquelles est assujetti le marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, des frais de livraison et de la taxe kilométrique. Un prix incluant la TVA sera également communiqué. Du fait de son offre, le soumissionnaire reconnaît que tous les accessoires nécessaires à ses missions font partie intégrante du marché de façon à réaliser les prestations de services complètes, rien excepté, ni réservé.

Tous les frais encourus à l'occasion de la préparation et de la présentation de l'offre seront entièrement à charge du soumissionnaire.

Il est à noter que le prix de location des palettes n'est pas repris à l'inventaire, étant donné que le soumissionnaire est tenu d'établir une note de crédit lors de la reprise des palettes. L'adjudicateur ne tiendra ainsi pas compte de ce montant, tant dans le cadre de la détermination de la liste d'accord-cadre que dans le cadre de l'attribution des bons de commande.

Une référence interne propre à l'adjudicateur est reprise pour chaque article dans la colonne B de l'inventaire, le soumissionnaire est tenu d'indiquer sa propre référence pour chaque article dans la colonne A de l'inventaire.

Sous peine de nullité de l'offre, le soumissionnaire est tenu de répondre à 70% des articles repris dans l'inventaire.

7.1 VÉRIFICATION DES PRIX

Sur simple demande écrite de l'adjudicateur, le soumissionnaire doit fournir, préalablement à l'attribution du marché, toutes indications destinées à permettre la vérification des prix offerts.

L'adjudicateur rectifie les erreurs arithmétiques et purement matérielles dans les offres ; sans que la responsabilité de l'adjudicateur soit engagée s'il reste en défaut de déceler l'une ou l'autre erreur.

7.2 CRITÈRES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'adjudicateur choisit les offres économiquement les plus avantageuses déterminées sur la base du montant global d'inventaire éventuellement rectifié :

Uniquement à des fins de classement, si dans l'offre d'un soumissionnaire, un article ne comporte pas de prix (pour autant que ce soumissionnaire ait remis des prix unitaires à concurrence de min 70% des articles de l'inventaire), l'adjudicateur appliquera l'article 86, §2 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Si aucun soumissionnaire n'a remis de prix unitaire pour un ou plusieurs articles, ceux-ci seront supprimés de l'accord-cadre et feront l'objet d'une autre procédure de mise en concurrence.

7.3 AUTORISATION DE COMMUNICATION

Le soumissionnaire retenu consent à ce que son nom, le montant de l'offre ainsi que l'objet du marché soient publiés par la Société wallonne du logement, et communiqués à première demande à toute personne, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 relatif à la publicité des marchés publics passés par les sociétés de logement de service public.

7.4 COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET LÉGISLATION APPLICABLE

Les tribunaux de l'arrondissement de Mons sont seuls compétents pour connaître de tout litige relatif à l'exécution du présent marché (en ce compris de son cautionnement) et/ou à l'interprétation des dispositions du cahier spécial des charges.

Cette clause demeure valable en cas de litispendance, connexité ou d'appel en garantie.

La loi belge est d'application à l'exclusion de toute autre.

7.5 PROTECTION DES DONNÉES – TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Tous les documents et informations orales ou écrites communiquées aux soumissionnaires ou dont ils ont connaissance dans le cadre de la procédure d'attribution et dans le cadre de l'exécution du marché public sont considérés comme strictement confidentiels. Ces documents ou informations ne pourront en aucun cas être communiqués à des tiers ou utilisés à des objectifs étrangers à la préparation de l'offre ou à l'exécution du marché, sauf autorisations préalables et écrite de l'adjudicateur.

L'adjudicateur s'abstiendra de divulguer à des tiers les informations ayant été expressément considérées comme confidentielles par les soumissionnaires, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de ces derniers. Cette obligation de confidentialité n'est cependant pas d'application :

- Quand l'information en question est déjà tombée dans le domaine public, d'une autre manière qu'en violation de la présente disposition ;
- Quand la communication de l'information est requise par la disposition légale, une décision judiciaire ;
- Quand l'information est destinée à des conseillers financiers, juridiques ou assimilés ou soumis à une obligation de secret professionnel ;
- Quand l'information est nécessaire dans une procédure juridictionnelle mais uniquement en vue d'assurer le respect des droits de la défense ou le droit à un procès équitable.

Sous réserve de l'application de la législation sur la transparence administrative, les soumissionnaires sont invités à indiquer expressément quelle(s) partie(s) de leur offre doit (doivent) être considérée(s) comme confidentielle(s).

Traitement des données à caractère personnel

La « **législation sur la protection des données** » désigne toute législation en vigueur au sein de l'Union européenne en matière de protection des données personnelles, y compris :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (**ci-après RGPD**).
- La loi du 30 juillet 2018 « relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel » (**ci-après LVP**).

Les termes « responsable du traitement », « sous-traitant », « personne concernée », « données à caractère personnel », « violation de données à caractère personnel » et « traitement » ont la même définition que celle donnée dans la législation sur la protection des données.

Les termes « traité » et « traiter » doivent être interprétés conformément à la définition du « traitement ».

Le sous-traitant (adjudicataire), dans le cadre du présent marché, agira au nom et pour le compte du responsable du traitement.

Le Responsable de traitement met à disposition du Sous-traitant (adjudicataire) des données à caractère personnel (tel que défini dans le RGPD) dont il est responsable.

Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît être soumis aux droits et obligations du RGPD et de la LVP spécifiques aux sous-traitants. Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît en outre que le responsable du traitement est soumis aux droits et obligations du RGPD et de la LVP spécifiques aux sous-traitants.

Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît également présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Le sous-traitant (adjudicataire) ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le sous-traitant (adjudicataire) informe le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Lorsque des données à caractère personnel sont traitées par le sous-traitant (adjudicataire), ses agents, ses employés ou ses prestataires intermédiaires dans le cadre du marché ou en rapport avec celui-ci, le sous-traitant (adjudicataire) s'engage à et fait en sorte que les agents, les prestataires intermédiaires et les employés s'engagent à :

- Ne traiter, ne transférer, ne modifier, n'amender ou n'altérer les données personnelles et ne divulguer ou n'autoriser la divulgation des données personnelles à des tiers que :
 - conformément aux instructions du responsable de traitement ; ou
 - dans les circonstances requises par la législation de l'Union ou de l'État membre à laquelle est soumise le sous-traitant, auquel cas le sous-traitant doit informer le responsable de traitement de cette obligation légale avant le traitement de ces données personnelles, sauf lorsque la loi interdit de communiquer de telles informations pour des motifs d'intérêt public importants ;
- Prendre toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que tous les employés, agents et prestataires intermédiaires susceptibles d'avoir accès aux données personnelles :
 - soient informés de la nature confidentielle des données personnelles ; et
 - soient soumis aux engagements de confidentialité ou aux obligations professionnelles ou légales de confidentialité applicables à de telles données personnelles et à leur traitement ;
- Sauf lorsque des directives légales prévoient qu'un sous-traitant ou un responsable de traitement n'est pas tenu de signaler une violation de données personnelles, avertir sans délai le responsable de traitement dès qu'ils ont connaissance d'une telle violation de données personnelles et apporter leur assistance au responsable de traitement, en tenant compte de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant, pour l'aider à respecter ses obligations de notification, enquête, correction et remédiation

d'une violation de données personnelles prévues par la législation sur la protection des données;

- Coopérer, à la demande du responsable de traitement, dans la mesure raisonnable et nécessaire pour permettre à ce dernier de respecter les droits d'une personne concernée visés par la législation sur la protection des données concernant les données personnelles traitées par le sous-traitant aux termes des contrats et se conformer à toute évaluation, demande, avis ou enquête visée par la législation sur la protection des données, y compris par un organe de régulation, sous réserve d'un préavis raisonnable.
- Autoriser uniquement les prestataires intermédiaires acceptés par le responsable de traitement à traiter des données personnelles, sous réserve des conditions suivantes :
 - Le responsable de traitement doit être préalablement informé de l'identité du prestataire intermédiaire proposé ;
 - les contrats conclus entre le sous-traitant (adjudicataire) et le prestataire intermédiaire doivent prévoir des dispositions essentiellement similaires à celles stipulées dans le présent avenant ;
 - le sous-traitant (adjudicataire) restera entièrement responsable vis-à-vis du responsable de traitement, conformément aux termes des contrats, notamment en matière de responsabilité, dans le cas où un prestataire de services intermédiaire ne respecterait pas ses obligations en rapport avec le traitement des données à caractère personnel.
- Cesser le traitement des données personnelles à l'expiration ou à la résiliation des contrats ou, en cas de cessation anticipée, le service qui en est l'objet et, au choix du responsable de traitement, renvoyer ou supprimer les données personnelles et toute copie de celles-ci ou des informations qu'elles contiennent, sans préjudice des obligations légales en vigueur dans l'Union ou dans l'État membre concernant l'archivage ou le stockage de ces données personnelles.

Le responsable de traitement accepte par les présentes que le sous-traitant (adjudicataire) engage une société du groupe du sous-traitant pour le traitement des données personnelles comme stipulé dans les présentes dispositions.

Sur demande, le sous-traitant (adjudicataire) fournira au responsable de traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer qu'il respecte ses obligations aux termes des présentes dispositions, autorisera et contribuera aux audits, y compris aux inspections, réalisés par le responsable de traitement.

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre mais aussi de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que de la probabilité et de la gravité du risque pour les droits et libertés des personnes concernées, chaque partie doit appliquer et veiller à ce que ses agents, prestataires intermédiaires et employés appliquent les mesures techniques et organisationnelles appropriées, et ce afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, en prenant tout particulièrement en compte le risque de destruction, perte, altération accidentelle ou illégale des données à caractère personnel ou le risque de divulgation ou d'accès non autorisé à ces données.

Le sous-traitant (adjudicataire) devra fournir une assistance raisonnable au responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour les consultations préalables avec les autorités de contrôle compétentes dans les cas où le responsable de traitement jugerait raisonnable de le faire en vertu de l'article 35 ou 36 du RGPD, pour autant que cela concerne uniquement le traitement des données personnelles effectué par le sous-traitant (adjudicataire) et en prenant en compte la nature du traitement et les informations dont dispose le sous-traitant (adjudicataire).



7.6 FACULTÉ DE RENONCER À PASSER L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016, l'adjudicateur a le droit de n'attribuer que certains lots et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon un autre mode.

CLAUSES RELATIVES À L'EXÉCUTION

7.7 ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

L'article 7 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 dispose que « *pour ce qui concerne les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre, l'ensemble des dispositions, sans préjudice des articles 5 et 6, sont d'application, sauf disposition contraire dans les documents du marché. Pour les marchés visés, il ne peut toutefois pas être dérogé aux dispositions de l'article 9, §§2 et 3 [délai de paiement et délai de vérification] et de l'article 69 [intérêt pour retard dans les paiements et indemnisation pour frais de recouvrement]* ».

En d'autres termes, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 s'applique aux marchés fondés sur l'accord-cadre, sauf disposition contraire dans le cadre du présent cahier.

A cet égard, il est à noter que la révision des prix unitaires en fonction des quantités exécutées au sens des articles 80 (§2, al.2 et 3, §§ 3 et 5) et 81 ne sont pas applicables.

7.8 MOYENS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Exception faite des courriers recommandés imposés par la présente législation, les parties communiqueront par courriel.

Adjudicateur : adresse courriel du fonctionnaire dirigeant et/ou de son délégué.

Prestataire : l'adresse courriel à utiliser sera communiquée au fonctionnaire dirigeant dans un délai maximal de 15 jours à dater de la réception du courrier de notification du marché.

Tout contact téléphonique sera confirmé par un courriel.

7.9 MAIN-D'ŒUVRE – LISTE DU PERSONNEL OCCUPÉ (ART. 16)

Les attributaires renseigneront à l'adjudicateur la ou les personnes responsables de l'exécution du marché. Si ces personnes sont signalées par l'adjudicateur comme compromettant la bonne exécution du marché de par leur incapacité, leur mauvaise volonté ou leur conduite notoire, les attributaires devront désigner d'autres responsables

7.10 CAUTIONNEMENT

7.10.1 *Montant du cautionnement*

Pour les accords-cadres (marchés à bons de commande), le cautionnement est constitué par marché conclu (5% du montant du marché)

Dans le cadre de cet accord-cadre au vu des montants des marchés qui seront inférieurs à 50.000,00€, la constitution d'un cautionnement ne sera en principe pas requise.

7.11 MARCHÉ FONDÉ SUR L'ACCORD-CADRE

7.11.1 *Accord-cadre : attribution de bons de commande*

Sur base des critères d'attribution, l'adjudicateur constituera une liste d'attributaires dénommée « liste d'accord-cadre »

[Cas n°1 : commandes destinées à l'approvisionnement et commandes avec livraisons sur site](#)

De manière générale, les commandes sont destinées à l'approvisionnement d'un « stock-magasin » et ne sont donc pas soumises à une urgence spécifique.

Le choix du fournisseur sera effectué en fonction de la liste d'accord-cadre : les bons de commande seront transmis au premier de la liste sauf si ce dernier ne propose pas les articles demandés dans son inventaire ou s'il est en congé. Dans ces situations, l'attributaire suivant sera choisi.

Cas n°2 : commandes urgentes

De part des circonstances exceptionnelles, certains articles pourraient faire l'objet d'une commande urgente.

Le choix du fournisseur sera fonction dans un premier temps de la disponibilité des articles (disponibilité en stock et délais de livraison éventuel) et, dans un deuxième temps, du montant de la commande (tous frais compris : frais de livraison, coût de retrait en magasin,...)

Cas n°3 : commandes avec retrait en magasin

En cas d'« enlèvement-comptoir », l'adjudicateur choisira l'attributaire en fonction de sa position dans la liste d'accord-cadre et en fonction du coût de retrait en magasin (frais de déplacement et coût horaire)

Cas n°4 : commandes avec livraisons échelonnées

Pour certains articles repris dans l'inventaire, l'adjudicateur peut être amené à effectuer un bon de commande pour lequel il sera demandé au soumissionnaire d'effectuer des livraisons échelonnées. Les livraisons seront effectuées à la demande de l'adjudicateur.

7.11.2 Délais d'exécution

Les délais de livraison proposés ne devront pas excéder les 5 jours ouvrables à dater de la réception des bons de commande partiels sous peine de nullité de l'offre.

Le soumissionnaire devra indiquer les délais sur lequel il s'engage dans le formulaire d'engagement. Les délais remis deviendront contractuels à la notification de l'accord-cadre.

S'il ne travaille pas sous forme de délais, l'attributaire indiquera dans son offre, le(s) jour(s) de la semaine où il effectuera les livraisons en cas d'un ou plusieurs jours fixés par semaine (sous peine de nullité de l'offre, une livraison minimum par semaine).

Dans le cas où le soumissionnaire travaille en jour(s) fixe(s) de livraison par semaine, il devra préciser le jour où la commande devra lui parvenir au plus tard afin de garantir la réception lors de sa prochaine livraison.

Dans le cas où le soumissionnaire n'indiquerait pas de délai de livraison ou de jour de livraison dans son formulaire de soumission, l'adjudicateur considérera que le soumissionnaire s'engage à respecter le délai imposé dans le cahier spécial des charges qui est de maximum 5 jours ouvrables.

Les attributaires transmettront les dates de fermetures annuelles au fonctionnaire dirigeant.

Les attributaires indiqueront, dans la colonne K de l'inventaire, les délais relatifs aux articles non présents dans son stock. Les articles pour lesquels il n'y aura aucune indication dans l'inventaire seront des articles considérés comme « en stock ». En cas de commande urgente, l'adjudicateur s'y référera pour déterminer le choix du fournisseur.

7.11.3 Lieux d'exécution et horaire

Les livraisons devront être effectuées à l'entrée du magasin interne de l'adjudicateur. La largeur de cette entrée est de 230cm.



Les livraisons devront être effectuées entre 9h00 et 12h00 et entre 13h00 et 15h00, du lundi au vendredi et hors jours fériés.

Dans certaines circonstances, l'adjudicateur se réserve le droit de se fournir directement chez le fournisseur ayant la marchandise de stock, ou de demander la livraison sur chantier.

7.11.4 Frais de livraison et taxe kilométrique

Le soumissionnaire transmettra son prix unitaire dans les postes destinés aux frais de livraison et à la taxe kilométrique dans l'inventaire.

Le soumissionnaire transmettra également le montant minimal de commande à partir duquel ses frais de livraison ne seront pas comptabilisés.

Etant donné qu'il est possible que plusieurs bons de commande fassent l'objet d'une seule livraison, le soumissionnaire veillera à ce que les frais de livraison et la taxe kilométrique s'appliquent par livraison et non par bon de commande.

Les frais de livraison et la taxe kilométrique ne devront donc apparaître que sur une seule facture en cas de livraison de plusieurs bons de commande.

7.11.5 Documents (bon de commande – bon de livraison – facture)

L'exécution de l'accord-cadre se fera par l'établissement d'un bon de commande numéroté qui comportera la désignation de l'article, sa référence interne, son prix unitaire, la quantité commandée, la référence du marché, le délai et l'adresse de livraison. Ce bon de commande sera dûment signé par le Directeur Gérant et par le Directeur Technique.

En début de marché, un inventaire reprenant les références de l'adjudicateur et les références de l'attributaire sera transmis à chacun des attributaires de la liste d'accord-cadre. Les attributaires devront donc se référer à cet inventaire dans le cadre de l'exécution du marché.

A chaque modification apportée à l'inventaire de l'accord-cadre (changement d'article, ajout d'article, suppression d'articles, etc.), l'adjudicateur transmettra à chaque attributaire leur inventaire actualisé.

Toute livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison numéroté sur lequel doit apparaître le numéro du bon de commande, et devra indiquer les articles livrés. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser une livraison en cas d'absence du bon de livraison.

A la facture devront être joints une copie du bon de commande et une copie du bon de livraison signé par l'un des fonctionnaires dirigeants. La facture devra au minimum mentionner le numéro du bon de commande afin que l'adjudicateur puisse vérifier et payer cette facture. Toute facture n'étant pas liée à un bon de commande ne sera pas acceptée par l'adjudicateur.

7.12 CONFIDENTIALITÉ (ART. 18)

Les attributaires et leurs collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution du marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite de l'adjudicateur. Le prestataire de services peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence.

7.13 PAYEMENTS

7.13.1 Avances et acomptes

Il ne sera accordé ni avances ni acompte

7.13.2 Facturation

Les demandes de paiement des prestations valant déclaration de créance sont introduites au siège social de l'adjudicateur. Elles devront être datées, signées, mentionner la référence du cahier spécial des charges, être libellées conformément aux postes d'inventaire.

7.13.3 Délais de paiement

La facturation s'effectuera directement à l'adjudicateur concerné.

Les demandes de paiement doivent être adressées à l'adjudicateur. Ce dernier dispose alors de 30 jours pour procéder aux vérifications nécessaires pour autant qu'il ait été mis en possession des documents utiles.

A compter du terme du délai de vérification susvisé, l'adjudicateur dispose de 30 jours pour procéder au paiement.

Les intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure.

7.14 MOYENS D'ACTION DE L'ADJUDICATEUR

Défauts d'exécution et sanctions – Art. 44 de l'A.R. du 14/01/2013.

L'article 47, § 2de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 a trait à la résiliation unilatérale du marché, à l'exécution en régie et à la conclusion du marché pour compte.

Cette disposition s'applique au présent accord-cadre, sauf disposition contraire dans le cadre du présent cahier.

7.15 FIN DU MARCHÉ – ART. 61

7.15.1 Résiliation par l'adjudicateur

Outre l'application de l'article 47 de l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 en cas de manquement(s) grave(s) constaté(s) dans le chef de l'adjudicataire, la résiliation du marché peut être prononcée unilatéralement par l'adjudicateur, sans indemnisation de l'adjudicataire :

- si ce dernier entre dans un cas d'exclusion visés aux articles 67 à 68 de la loi du 17 juin 2016 ;
- pour des motifs d'intérêt général ou dans le cas où les modifications à apporter au marché contreviennent à l'article 37 de l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 (dépassement du seuil de 15% calculé par rapport au coût réel des services) : l'adjudicataire aura, dans ces cas, droit au paiement des services faits et acceptés ainsi qu'à une indemnité représentant 10 % du montant correspondant à la part de services qui ne sera pas réalisée.
- En cas de marché stock : moyennant le paiement des prestations effectuées et acceptées, l'adjudicateur a la faculté de mettre fin à tout moment à tout ou partie du présent marché par l'envoi au prestataire d'une lettre recommandée en ce sens. Si le marché comprenait des quantités ou des prestations garanties ou si une prestation non garantie a été commandée mais annulée (partiellement ou totalement), l'adjudicataire a droit au paiement d'une indemnité représentant 10% de la valeur des prestations non (complètement) réalisées y afférentes. Pour le surplus, le prestataire n'a droit à aucun dédommagement en cas de résiliation.

7.15.2 Résiliation pour cas de force majeure

Chaque partie sera déliée de ses obligations au titre du présent contrat dans la mesure et aussi longtemps que l'exécution en sera empêchée pour une raison de force majeure. La partie qui voudra se prévaloir d'une circonstance de force majeure devra, sans tarder, notifier à l'autre partie le commencement et la cessation d'une telle circonstance. Si les circonstances de force majeure durent pendant une période excédant trois mois, chacune des parties sera en droit de résilier par écrit le contrat sans encourir une responsabilité ultérieure.

En ce cas, le montant dû sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées après déduction éventuelle des pénalités encourues.

7.16 RÉCEPTIONS – ART. 64 DE L'A.R. DU 14/01/2013.

7.16.1 Réception technique

Conformément à l'article 43 de l'Arrêté Royal du 14/01/2013, l'adjudicateur se réserve le droit de procéder à une réception technique dès notification du marché. L'adjudicateur se réserve le droit de réclamer, auprès du soumissionnaire, un échantillon pour un article repris dans l'inventaire afin de juger s'il est techniquement conforme.

7.16.2 Conformité des articles livrés

Les articles livrés par l'attributaire devront être conformes aux clauses techniques du cahier spécial des charges et aux libellés de l'inventaire. Si le fonctionnaire dirigeant constate une livraison d'articles non conformes, l'adjudicateur commandera au suivant de la liste d'accord-cadre et supprimera cet article de l'inventaire de l'attributaire concerné.

7.16.3 Changement d'article en cours d'exécution

L'attributaire du marché ne pourra pas changer un article en cours d'exécution du marché sauf si cet article n'est plus en production. L'attributaire pourra alors proposer au service dirigeant un nouvel article au même prix. Ce dernier sera libre de l'accepter ou pas, en accord avec le fonctionnaire dirigeant.

7.16.4 Réception provisoire

Lors de la livraison des commandes partielles, le soumissionnaire fera signer, par le représentant de l'adjudicateur, un bordereau de livraison, en triple exemplaire dont un exemplaire sera destiné à l'adjudicateur, un autre à l'attributaire et le dernier devra être annexé à la facture. Toutes les remarques concernant la livraison devront être consignées dans ce bordereau (quantités différentes, prestations modifiées,...)

L'adjudicateur disposera d'un délai de 30 jours de calendrier à dater du lendemain de l'arrivée des fournitures commandées pour procéder à leur vérification.

L'adjudicataire demeure responsable de ses fournitures jusqu'au moment où l'adjudicateur a procédé à leur vérification et au plus tard jusqu'au terme du délai de 30 jours calendrier visé ci-dessus sauf dans le cas où les pertes ou avaries survenant dans le dépôt de l'adjudicateur sont dues à des faits ou circonstances visés à l'article 56 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013.

La réception provisoire interviendra tacitement et automatiquement 30 jours de calendrier après la livraison de chaque commande, délai prenant cours le lendemain du jour d'arrivée des fournitures, pour autant que l'adjudicateur soit mis en possession du bordereau de livraison ou de la facture dont il est question à l'article 120 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013.

7.16.5 Réception définitive et délai de garantie

La réception définitive a lieu tacitement par le paiement de la facture.